

“Il faudra évaluer l’allongement du tronc commun dans l’enseignement”

“A Anvers, le résultat des élections pourrait déterminer beaucoup de choses par la suite. Je trouve Kris Peeters extrêmement courageux. Je pense qu’il peut réussir ce défi. Je le lui ai dit. Son combat politique est majeur pour la Flandre et pour toute la Belgique.”

■ Pour Benoît Lutgen, président du CDH, la tentative du 19 juin d’écarter le PS du pouvoir partout a permis de faire bouger les lignes

■ Le CDH aurait réussi à faire passer ses exigences, même dans les exécutifs où il gouverne toujours avec les socialistes.

Entretien Antoine Clevers et Frédéric Chardon

L’avant, l’après. A 13 mois des élections législatives et régionales, Benoît Lutgen veut faire la démonstration des avancées qui ont pu être réalisées grâce au renversement de majorité qu’il a initié en Wal-

lonie le 19 juin dernier. C’est à Bastogne, sur ses terres, que le président du CDH reçoit “La Libre” pour dresser un premier bilan de l’action de son parti. Et il prévient: non, l’allongement du tronc commun de la deuxième à la troisième secondaire dans l’enseignement général n’est pas acquis.

Le dernier sondage de "La Libre" n'est pas mauvais pour le CDH. On dirait que votre "coup" du 19 juin, lorsque vous aviez voulu renvoyer le PS partout dans l'opposition (ce qui n'a fonctionné qu'en Wallonie), commence à porter ses fruits.

Je ne veux pas interpréter les sondages. L'importance qu'on leur accorde est disproportionnée. Il y avait cette nécessité, effectivement, d'apporter du changement parce que le contrat qui avait été passé en 2014 avec le PS n'était pas assez respecté. Ma conviction depuis le départ, c'est qu'il faudra du temps pour que les réformes que l'on a voulu mettre en œuvre en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles (ou Communauté française) puissent être mesurées dans la population. Un projet politique se juge sur un bilan et sur des propositions pour l'avenir.

Quels dossiers avez-vous pu faire aboutir avec le nouveau gouvernement wallon MR-CDH ?

La gouvernance, par exemple – sur les rémunérations, sur les conflits d'intérêts, etc. Et Bruxelles emboîte aussi le pas. On voit que même sans changement de majorité (à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles), les lignes ont bougé. C'est cela le plus important. La réforme des allocations familiales telle qu'elle vient d'être décidée à Bruxelles n'aurait jamais été possible sans les actes qui ont été posés.

Pourquoi n'a-t-il pas été possible de simplement reprendre la formule wallonne ou flamande (elles sont assez semblables) et l'appliquer à Bruxelles ?

Le système des allocations est un peu plus complexe à Bruxelles car la réalité sociologique est différente. Mais je pense aussi que le SP.A a voulu refaire le match par rapport à ce qui s'est fait en Flandre (le SP.A est dans la majorité à Bruxelles, mais dans l'opposition en Flandre, Ndlr). Mais les principes sont les mêmes dans les trois régions.

Quelles sont les autres réformes qui ont été possibles en Wallonie avec le MR, mais pas avec le PS ?

Nous tentions depuis de nombreuses années de réformer les points APE (système d'aide à l'emploi) pour que le mécanisme soit plus transparent et s'inscrive dans une vision sectorielle. On y est arrivé. Il y a la réforme fiscale aussi, et singu-

lièrement l'accès à la propriété. Dire que la Région va donner la possibilité à des familles ou à des jeunes de devenir propriétaires grâce à une diminution des droits d'enregistrement pour la première habitation, c'était impossible auparavant.

Impossible avec le PS ?

Oui, parce que ça ne faisait pas partie de ses priorités alors que c'était dans l'accord de gouvernement.

Il reste deux dossiers très importants pour le CDH qui tardent à atterrir : l'assurance-autonomie en Wallonie et le Pacte pour un enseignement d'excellence au niveau de la Fédération.

L'assurance-autonomie des aînés a avancé puisque les principes en ont été décidés. La mise en œuvre est prévue pour 2020.

Et le Pacte d'excellence ? Là, ça coince, non ?

Le Pacte a déjà apporté ses premiers effets. Plus de mille personnes ont été engagées pour soutenir les maternelles et les directions d'écoles. Le Pacte d'excellence, c'est aussi 47 000 places qui ont été créées et d'autres qui le seront encore dans les prochains mois.

Mais l'enjeu principal, c'est la future grille horaire et l'allongement du tronc commun jusqu'en troisième secondaire. Ça reste compliqué de trancher ces points avec le PS, visiblement.

Beaucoup de chemin a été accompli, mais on arrive maintenant aux grands choix définitifs. Je reste confiant. On pourrait avancer rapidement. Mais, évidemment, il ne faut pas que l'on se cabre avec de vieilles idéologies ou des relents de guerre scolaire qui sont contraires à l'esprit du Pacte.

Le président du MR, Olivier Chastel, voit le Pacte comme le fruit d'un accord PS-CDH qui peut être remis sur la table en 2019 si son parti revient au pouvoir à la Fédération. Cela hypothèque un gouvernement MR-CDH à ce niveau de pouvoir ?

On n'en est pas là... Ce projet dépasse la réalité d'une législature. On ne réforme pas l'école tous les trois jours et ce travail a été fait en profondeur avec l'ensemble des acteurs. Que telle formation dise qu'elle n'est pas d'accord, OK, mais alors qu'elle vienne avec des propositions.

L'allongement du tronc commun sera-t-il négociable pour le CDH en 2019 ? Le MR y est hostile.

La décision, actuellement, c'est qu'il y aura une évaluation dans quelques années pour savoir si, oui ou non, il y a un allongement du tronc commun. C'est ce que je souhaite. Cette évaluation devra avoir lieu en 2023.

“A Anvers, j’espère que Kris Peeters remportera son combat face à De Wever”

Le CDH est allié avec le PS et le MR en même temps mais dans des gouvernements différents. Les humanistes peuvent donc gouverner indifféremment au centre gauche ou au centre droit ?

Faire de la politique, ce n’est pas s’accommoder de ses partenaires. C’est faire en sorte que la vision que vous avez de la société, du rôle et du fonctionnement de l’Etat, puisse l’emporter. Notre vision est bienveillante, elle rassemble au lieu de diviser. Je ne vais pas me plaindre que, ces derniers mois, les lignes aient bougé de manière importante dans le sens que nous souhaitons en Wallonie, à Bruxelles et même à la Fédération.

Votre appel du 19 juin avait provoqué un débat sur la bonne gouvernance. Quelles sont vos priorités pour la suite ?

A Bruxelles, pour les élections locales, il n’est pas normal qu’on ne mette pas en place la même réforme que celle mise en place en Wallonie en son temps : la personne la mieux élue sur la liste la plus forte devient le bourgmestre de la commune. Le CDH a déposé au parlement bruxellois un texte en la matière et le MR y est favorable. Je pense de même sur la suppression de l’effet dévolutif de la case de tête. Ces deux mesures sont des mesures antipartocratiques. Je voudrais qu’Ecolo, Défi et le PS se prononcent là-dessus. On ne les entend pas. Ils se taisent dans toutes les langues sur la proposition du CDH.

La N-VA paraît troquer le communautaire pour l’identitaire en vue de la campagne électorale. Cela vous inquiète ?

No comment. Je ne passe pas mon temps à faire des commentaires sur la N-VA. Monsieur De Wever à Anvers et la N-VA au niveau fédéral vont devoir présenter un bilan pour la première fois, et un projet. Ils auront des comptes à rendre et on pourra en débattre le mo-

ment venu. Et j’espère, à ce propos, que Kris Peeters va pouvoir remporter son combat à Anvers face à De Wever. Ce combat est très symbolique. Au-delà de la réalité anversoise, bien sûr, le résultat des élections pourrait déterminer beaucoup de choses par la suite. Je trouve Kris Peeters extrêmement courageux. Je pense qu’il peut réussir ce défi. Je le lui ai dit. Son combat politique est majeur pour la Flandre et pour toute la Belgique.

“A Bruxelles, Ecolo, Défi et le PS se taisent dans toutes les langues à l’égard de la proposition du CDH sur la désignation du bourgmestre après les élections.”

A Anvers, justement, Kris Peeters propose un contre-projet à celui de la N-VA, même si cela reste timide. Le CD&V veut réunir les différentes communautés plutôt que les diviser. Et le CDH ? André Antoine a carrément appelé à recourir à l’immigration pour relancer la natalité.

On ne doit verser ni dans l’angélisme ni dans le laxisme. On ne doit pas aller vers une société qui serait excluante. Le CDH a une vision inclusive. C’est pour cela que notre projet est notamment basé sur l’éducation, que l’on défend l’idée d’un service citoyen, que l’on soutient le monde associatif et les mouvements de jeunesse car ce sont autant de liens entre les personnes qui renforcent les rapports apaisés entre les uns et les autres. J’ai du respect absolu pour chaque religion et pour les non-croyants à partir du moment où il y a respect des valeurs qui fondent notre société.